

4 – Quel enseignement tirer des pratiques radicales qui montrent un nouveau chemin ?

PROTECTION DU CLIMAT ET CONSERVATISME

Il y a de cela 12 ans, le Conseil Municipal de la Ville de Växjö, dont j'étais alors maire, a décidé de focaliser son action sur un certain nombre de problématiques afin de susciter une prise de conscience au niveau national. Aujourd'hui, notre municipalité est acclamée comme le « meilleur défenseur de la cause climatique dans le monde ». Mais comment tout cela a-t-il commencé et quelles étaient, alors, nos motivations ?

Je me suis toujours intéressé aux problématiques environnementales, car ces questions touchent à la survie et au bien-être de la race humaine, et du monde dans son ensemble. Pour un conservateur, rien n'est en effet plus important que de préserver l'équilibre écologique naturel afin de permettre aux générations futures de bénéficier des mêmes opportunités dont nous-mêmes et nos ancêtres avons profité. Selon Edmund Burke, une des plus grandes figures du conservatisme, la société est en effet le fruit d'un contrat non seulement entre les vivants, mais aussi entre les morts et ceux à naître.

Pour moi, économie et écologie sont indissociables. Ce qui est en jeu, c'est l'utilisation des ressources, un sujet qui relève à la fois de l'économie et de l'écologie, les deux étant étroitement liés. Il ne peut en effet y avoir de développement écologique pérenne sans développement économique, et aucun développement économique ne peut perdurer si l'on ne respecte pas l'équilibre de la Nature. C'est vers la fin des années 1960 et au début des années 1970 que les premiers signaux d'alarme ont été lancés. Le premier qui m'ait marqué est le livre de Rachel Carson « Printemps Silencieux ». La prise de conscience que tout, dans la Nature, fonctionne, s'imbrique et se coordonne parfaitement, a également été pour moi un élément déclencheur important. Mais l'accès à cette connaissance s'est perdu au fur et à mesure que l'Homme s'éloignait de la Nature, comme le souligne le prix Nobel Konrad Lorenz.

Il existe à Växjö une forte tradition d'intérêt politique pour les questions environnementales. Il y a quarante ans, le principal sujet de préoccupation était l'eau. Nous avons alors essayé de protéger nos sources d'eau, de dépolluer nos lacs, et tout déversement de produits nocifs est désormais interdit, à l'exception des amendements utilisés en agriculture et dans le domaine forestier. Nous avons interdit la mise en décharge des produits acidifiants, et de toutes substances dangereuses en général, et récupérons l'eau de pluie par infiltration. L'eau des lacs du Comté est aujourd'hui propre et sans danger pour la santé, et il est possible de s'y baigner et de manger les poissons qui y sont pêchés.

En 1995 a commencé notre collaboration avec l'ONG suédoise Society for Nature Conservation, qui a abouti à la publication d'un programme pour le développement durable dans le cadre d'un Agenda local 21. Nous, élus et responsables municipaux, avons appris énormément de cette ONG, dans des domaines qui se sont révélés essentiels pour la suite des événements. Nous nous sommes en effet intéressés à l'industrie, aux transports, à l'énergie, à l'information, à l'éducation, à la recherche, au gaspillage, à l'eau et au traitement des eaux usées, à l'agriculture et à l'urbanisme, domaines qui ont constitué nos axes d'action prioritaires. Nous avons également décidé de faire un travail de sensibilisation au niveau local, national et international et avons intégré de nombreux réseaux internationaux dans le domaine de l'environnement.

En 1996, la municipalité de Växjö a décidé à l'unanimité que nous n'avions pas réalisé l'explosion politique de ? Dans le cadre de notre travail sur le développement durable, il a été décidé de ne plus utiliser à terme les combustibles fossiles, ceux-ci ne devant représenter en 2010 que 50% de notre consommation. Fort heureusement, nous ne nous sommes pas demandé si cette décision était réaliste ou non. Il faut en effet une bonne dose d'optimisme pour inventer une vision de l'avenir. Avec le recul, il se trouve que nous sommes proches d'atteindre notre objectif pour 201, mais nous ne savons pas encore quand nous pourrons nous passer définitivement des combustibles fossiles.

Je dois ici vous expliquer comment les décisions sont prises dans les municipalités suédoises. Toute municipalité de par le monde a toujours la possibilité d'exprimer une vision locale d'un problème qui est à la fois local et global. Mais la Suède, en dépit de ses nombreux défauts et déficiences, présente la particularité d'être à la fois l'un des pays les plus homogènes et les plus décentralisés au monde. Les collectivités locales bénéficient d'une autonomie importante, notamment en matière fiscale, et utilisent largement ce droit, la grande partie des impôts ainsi collectés revenant aux municipalités. La compétence des collectivités locales suédoises s'étend à la plupart des affaires publiques et elles

servent souvent d'intermédiaires entre les entreprises et les consommateurs. Ainsi, les collectivités locales ont en charge la planification et la construction des infrastructures routières. Elles ont un vrai pouvoir et une réelle autorité, ce qui rend les changements possibles, à condition qu'il y ait coopération entre entreprises et citoyens.

Notre décision de ne plus utiliser les combustibles fossiles a constitué une décision idéologique importante à deux niveaux. Tout d'abord, il s'agit d'un signal fort, envoyé à tous les acteurs locaux, qui annonce clairement les intentions de la municipalité. C'est également un moyen de participer à la formation d'une opinion publique visant à influencer la classe politique, aussi bien au niveau national qu'international, et de créer une dynamique afin de sensibiliser les citoyens et influencer le marché mondial. Si toutes les collectivités locales dans le monde adoptaient la même stratégie, nul doute que de nouveaux véhicules utilisant d'autres carburants et de nouveaux moteurs apparaîtraient rapidement, entraînant une augmentation de la consommation d'énergies durables.

Une collectivité locale doit utiliser tous les moyens à sa disposition pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Urbanisme, planification énergétique et politique de transport sont des outils essentiels pour réduire les émissions de CO₂ et faire des villes des lieux de vie attractifs pour les habitants. C'est à nous que revient la responsabilité de définir la manière dont une ville va se développer géographiquement au travers des décisions que nous prenons en matière d'occupation des sols.

Depuis que nous avons décidé de nous libérer des combustibles fossiles, les émissions de dioxyde de carbone ont baissé de 24% entre 1993 et 2005 et les énergies renouvelables représentent désormais 50% du mix énergétique. La conversion de l'industrie énergétique se fait essentiellement par autorégulation, dans des conditions économiques favorables, à condition que la fiscalité et l'utilisation du charbon et du pétrole dans les pays voisins ne viennent saboter le travail accompli. De plus en plus d'entreprises reconnaissent en effet qu'elles sont à la recherche de sources d'énergies renouvelables afin de pouvoir obtenir les certificats écologiques qui leur assureront le succès sur le marché mondial. Car c'est bien la demande et les attentes des clients qui créent le marché et rien d'autre.

Dans notre programme « zéro combustible fossile », la substitution du pétrole par la biomasse et l'amélioration de l'efficacité énergétique sont les piliers de notre stratégie en matière de chauffage. En ce qui concerne les transports, la situation est plus complexe. Au niveau local, nous pouvons influencer les habitudes de conduite, promouvoir le vélo et les transports publics. Nous pouvons également accroître la demande pour les carburants alternatifs, les véhicules plus économes, les voitures électriques, les véhicules hybrides etc., car s'il y a une demande pour ce type de véhicules, l'offre suivra. Bien sûr, nous pouvons influencer l'approche éthique des consommateurs pour un mode de vie plus écologique. Mais paradoxalement, ce pas est difficile à franchir pour certains qui se disent conservateurs et sont pourtant prêts à inciter les autres à changer leurs habitudes et leurs modes de vie pour adopter un style de vie plus moral, mais refusent de critiquer la façon de conduire de leurs concitoyens. Cela en dit long sur l'opposition entre éthique humaine traditionnelle et éthique écologique. Les êtres humains font partie de l'ordre naturel et si nous voulons laisser aux générations futures leur libre arbitre, nous devons avoir un climat qui fonctionne. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Ma vision et ma responsabilité en tant que Maire est de faire de Växjö une ville où les gens peuvent mener, sans difficulté, une vie agréable et prospère, sans combustible fossile. C'est pourquoi la collectivité locale a symboliquement décidé d'accorder la gratuité des places de parking aux véhicules écologiques (voitures électriques, modèles hybrides etc.), a doté la ville d'un vaste réseau de pistes cyclables sûres, et souhaite promouvoir la production de carburants renouvelables, par ex. le DME, au niveau régional.

Je me considère à la fois comme un libéral et un conservateur. Le libéralisme c'est la liberté et le conservatisme la responsabilité. Le changement climatique est en effet notre responsabilité à tous, mais nous devons rester libres des réponses à y apporter. Nous ne pouvons cependant pas nous contenter d'attendre que des décisions politiques soient prises au plus haut niveau, celles-ci pouvant ne jamais arriver, ou bien, arriver trop tard. Le point de vue des conservateurs repose sur le principe de précaution selon lequel en cas de doute, il est plus prudent de s'abstenir. Nous savons aujourd'hui qu'il existe un lien entre utilisation de combustibles fossiles et changements climatiques. Nous devons donc tous en prendre acte et ne plus utiliser de combustibles fossiles.

Le climat est-il un enjeu local ou mondial ? La réponse est clairement les deux à la fois, car il s'agit d'un problème à l'échelle de la planète dont nous voyons les effets au niveau local. Le problème du changement climatique ne peut donc être résolu qu'en agissant concrètement au niveau local, d'autant que les accords internationaux se font toujours attendre.

Pour moi, en tant que conservateur, la perspective du développement durable est purement une perspective de marché. Dans une économie de marché, l'offre est fonction de la demande. Mieux informés, les consommateurs et citoyens peuvent donc influencer la demande de biens et services et contribuer à l'émergence d'une société plus respectueuse de l'environnement. C'est donc du marché que dépendent l'avenir de nos enfants et celui du monde dans lequel ils vivront. Le marché contribue en effet à créer un meilleur environnement et est parfois en avance sur les décisions politiques. Un bon exemple en est l'utilisation du chlore pour blanchir le papier et les CFC, qui ont disparu du domaine public alors que les politiciens en étaient encore à débattre de la meilleure décision à prendre. Un cap doit cependant être défini au niveau politique et au niveau du marché si l'on veut améliorer l'environnement. Même si l'on considère que l'intervention politique doit être réduite, elle est cependant nécessaire dès lors qu'il s'agit de questions touchant à notre survie. Je suis convaincu qu'il revient aux hommes politiques de trouver le moyen d'encourager le marché à aller vers un monde sans combustible fossile. Ceci est vrai à la fois pour le marché local et pour le marché mondial.

John Lennon a dit que nous devons "penser globalement et agir localement". C'est ce que nous faisons à Växjö, quelque soit le parti politique que nous représentons.

Bo Frank
Ville de Växjö (Suède)